

La situation restera, je crois, à peu près telle que nous la connaissons, depuis que l'industrie sidérurgique de l'Europe fait concurrence à celle de l'hémisphère occidental. Je ne suis pas aussi familier avec les conditions qui existent au Canada. La Nouvelle-Angleterre, par exemple, a toujours acheté une certaine quantité de rails d'acier de la Belgique, pour la majeure raison que ses navires devaient revenir sur lest d'Anvers et de Rotterdam et que les armateurs préféraient en rapporter gratuitement des rails plutôt que de payer pour lester et délester ces navires de ce côté-ci de l'océan. La question du transport n'est donc pas entrée en ligne de compte dans le cas. Je crois que la situation sera la même après la formation du pool de la houille et de l'acier en Europe. Je ne vois pas que cette alliance puisse avoir d'autre effet.

L'hon. M. REID: Permettez-moi de poser une autre question et j'en ai fini. Elle a trait à la situation du change entre les pays dollars et sterling. J'ai toujours compris que lorsqu'un pays, comme les États-Unis, fait crédit à un autre pays, en marchandises ou en espèces, il ne saurait être remboursé que de deux manières—soit en marchandises ou en services. Plusieurs d'entre nous ont une idée de ce qui serait arrivé après la Première guerre mondiale, si la Grande-Bretagne avait entrepris de s'acquitter au moyen de marchandises. L'économie des États-Unis en aurait été paralysée. Voici ce que je veux savoir. Je songe à l'encaisse-or de 22 milliards de dollars et je me demande si l'on a déjà pensé à distribuer ce montant entre les pays selon leurs besoins, plutôt que de leur consentir un prêt pour l'achat de marchandises? On entrave le commerce entre les pays-dollars et les pays-sterling.

M. MCKITTRICK: Je ne crois pas qu'on ait déjà songé à donner les réserves d'or. Je ne saurais vous dire pourquoi. Comme vous le savez, quelque 40 milliards de dollars ont, toutefois, été donnés à divers titres, depuis la fin des hostilités. Ce fut d'abord l'UNRRA, puis le plan Marshall et le soi-disant plan Truman, qui ne s'apparentait pas avec le plan Marshall au début, puisqu'il ne s'appliquait qu'à la Grèce et à la Turquie. Ces autres dons ont semblé retenir l'attention. Si vous avez pris connaissance d'une brochure publiée par la Chambre de commerce internationale, dont le siège est à Paris, vous avez pu constater qu'on y traitait longuement de la question de constituer un fonds de convertibilité avec la réserve d'or des États-Unis. Dans certaines circonstances, ce fonds servirait à étayer au besoin les devises qui paraîtraient d'une faiblesse excessive sur les marchés. Je ne sache pas qu'on ait étudié officiellement la question d'utiliser la réserve d'or, comme l'a proposé le sénateur Reid.

L'hon. M. CRERAR: Je désire poser une question à M. McKittrick. Prenant l'acier comme exemple, ce qui peut s'appliquer à tous les produits en général, les pays d'Europe comme l'Allemagne, le Luxembourg, la France et la Belgique, qui, par leur capacité de fournir de plus longues journées de travail et d'accepter des taux de salaires moins élevés, ne sont-ils pas en mesure de chasser les produits américains et canadiens des marchés internationaux? Je considère que nos gens sont beaucoup mieux rémunérés et que leurs journées de travail sont moins longues.

M. MCKITTRICK: Je ne le crois pas, mais nous ne pouvons, toutefois, n'en pas tenir compte. Ces pays vont nous offrir une forte concurrence, en d'autres termes, mais c'est probablement à notre avantage. Nous avons, en réalité, aux États-Unis, des lois qui prévoient que ce fait est le principe fondamental de notre économie. En voici la raison: A cause des vastes régions que nous desservons, nous, de ce continent, pouvons édifier des industries plus